



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2013 ET
PERSPECTIVES 2014

Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DPMSF @ Mars 2014

Table des Matières

<i>RESUME</i>	3
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	8
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2013	8
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i>	8
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i>	14
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2014	14
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i>	14
2. LES FINANCES PUBLIQUES	18
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2013	18
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires</i>	18
2.1.1. <i>Les dons</i>	20
2.1.3. <i>Le Financement</i>	21
2.1.4. <i>La dette publique</i>	21
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2014	22
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires en 2014</i>	22
2.2.2. <i>Les dépenses publiques</i>	24
2.2.3. <i>Le Financement</i>	25
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	25
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2013	25
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	25
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2014	26
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	26
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	27
4. LA SITUATION MONETAIRE	27
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2013	27
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	27
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i>	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2014	28
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	28
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i>	28
ANNEXES	30

RESUME

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2013 par une persistance des difficultés de la zone euro (croissance prévue à -0,4% contre -0,6% en 2012), une décélération de la croissance aux Etats-unis (+1,6%, après +2,8% en 2012) et dans les pays émergents et en développement (+4,5% contre +4,9 en 2012). Au total, la croissance mondiale devrait s'établir à 2,9%, soit une perte de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012, selon les dernières estimations du Fonds monétaire international. En 2014, la croissance mondiale devrait s'améliorer en s'inscrivant à 3,6%, sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés, dans un contexte de sortie de récession de la zone euro (+1% en 2014 après une croissance négative de 0,4%).

Sur le marché des matières premières, la tendance des cours serait globalement baissière. En particulier, les cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) devraient s'établir à 101,4 dollars en 2014 contre 104,5 dollars en 2013 reflétant le manque de dynamisme de l'économie mondiale.

Au plan interne, l'économie sénégalaise semble davantage affectée par la conjoncture internationale difficile, et les difficultés du secteur industriel. Toutefois, la reprise devrait se consolider en 2014 à la faveur des mesures en cours visant à redresser le secteur industriel et du début de mise en œuvre du PSE. Globalement, le taux de croissance du PIB réel, ressortirait à 4,9% en 2014 contre 3,5% un an auparavant, porté par le regain de dynamisme dans le secteur secondaire et dans l'agriculture.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à -1,4% en 2013 contre 2,3% en 2012, dans un contexte de détente du cours du baril de pétrole brut estimé en baisse de 0,9%¹ comparativement à 2012.

L'exécution budgétaire en 2013 a été caractérisée par la première année de mise en œuvre de la réforme fiscale ainsi que par les mesures de rationalisation des dépenses publiques. Ainsi, la mobilisation des ressources hormis les dons a été quasi stable tandis que les dépenses budgétaires ont été maîtrisées. En conséquence, le déficit budgétaire global de l'administration centrale s'est amélioré, passant de 5,8% du PIB (420 milliards) en 2012 à 5,5% du PIB (400,4 milliards) en 2013.

Concernant **les transactions avec le reste du monde**, elles ont été caractérisées en 2013 par une légère amélioration du déficit courant qui s'établirait à 11,5% du PIB contre 11,6% du PIB en 2012. Le solde du compte de capital et d'opérations financières s'est également amélioré de 78,3 milliards, à la faveur de la bonne tenue du compte d'opérations financières (+93,8 milliards). En conséquence, les échanges extérieurs font ressortir une amélioration du **solde global** de la balance des paiements de 32,4 milliards, passant ainsi d'un déficit de 53,5 milliards en 2012 à 21,1 milliards en 2013.

La situation des **institutions monétaires** entre 2012 et 2013 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 21,1 milliards, une augmentation de 14,6% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 8,0%.

En 2014, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,9%, reflétant notamment l'amélioration de la situation au Mali, le démarrage effectif de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE), ainsi que la poursuite des investissements dans l'énergie et les infrastructures routières. Cette dynamique serait renforcée par la bonne marche des projets exécutés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) ainsi que par la poursuite des travaux de construction de l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) et du prolongement de l'autoroute Diamniadio-AIBD et AIBD-Somone.

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,5% en 2014 contre une estimation de -1,4% en 2013. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2,0% contre 1,0% en 2013) et secondaire (2,9% contre -4,7% en 2013).

Concernant **la gestion budgétaire**, elle continuera de s'inscrire en 2014 dans la poursuite d'une politique prudente en matière de finances publiques et d'endettement afin de préserver la stabilité macroéconomique. Elle devrait permettre également une meilleure prise en charge des grandes priorités dégagées par les autorités, dans le cadre du PSE. Globalement, le déficit budgétaire dont compris est projeté à 396,4 milliards (soit 5,1% du PIB) en 2014 contre 400,4 milliards (5,5% du PIB) en 2013, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage.

Quant aux **échanges avec le reste du monde**, ils devraient être marqués par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (11,5% du PIB contre 11,3% en 2013) ainsi que par l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir un excédent de 148,6 milliards en 2014 contre un déficit de 21,1 milliards en 2013.

Enfin, s'agissant de la **situation monétaire**, elle devrait être marquée, en 2014, par une augmentation de 148,6 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 11,1% et une expansion de 8,0% de la masse monétaire.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2013 par un apaisement des tensions sur les marchés financiers, sous l'effet des politiques monétaires accommodantes menées par les banques centrales, en vue d'améliorer le fonctionnement de ces marchés et de soutenir l'activité économique. Dans la zone euro, la croissance est passée de -0,7% en 2012 à -0,4% en 2013. Une décélération de la croissance a été notée aux Etats-Unis (+1,9% contre +2,8% en 2012) et dans les pays émergents et en développement (+4,7% contre +4,9 en 2012). Aux Etats-Unis, les bonnes perspectives de croissance ont été annihilées par les difficultés liées à la fixation tardive d'un plafond convenable du déficit budgétaire. Au total, la croissance mondiale s'est établie à 3%, soit une perte de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2012, selon les dernières projections du Fonds monétaire international.

En 2014, la croissance mondiale devrait s'améliorer en s'inscrivant en hausse de 3,7%, sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés dans un contexte de sortie de crise de la zone euro (+1% en 2014 après une croissance négative de 0,4%). En effet, l'Italie et l'Espagne, après deux années successives de récession, auraient renoué avec la croissance, toutefois en-deça de 1,0%. En Allemagne et en France, la croissance de l'activité économique est ressortie à 1,6% et 0,9% respectivement.

Au titre des échanges commerciaux, le volume du commerce mondial s'est conforté en 2013 avec une progression de 2,7%, stimulé essentiellement par les pays émergents et en développement dont les importations de biens et services sont en hausse de 5,3% en 2013 contre 5,7% en 2012. En 2014, le regain d'activité attendu dans les économies avancées et dans les pays émergents et en développement, devrait accélérer le rythme de progression des échanges internationaux projeté à 4,5%.

Sur le marché des matières premières, l'année 2013 a été marquée dans l'ensemble par la détente des prix des matières premières. Cette tendance baissière devrait se poursuivre en 2014. En effet, le cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) qui est passé de 105,1 dollars en 2012 à 104,1 dollars en 2013, devrait se renforcer de 0,1%. Parallèlement, les cours des matières premières hors combustibles ont affiché une baisse de 1,2% en 2013 par rapport à 2012, tirés par les céréales (-13,5%) et le sucre (-18,8%). Ce repli devrait se poursuivre en 2014 pour s'établir à 3,5%.

S'agissant des prix à la consommation, ils ont affiché un repli en 2013 sous l'effet de la tendance baissière des cours sur le marché international. Cette décélération a été beaucoup plus marquée dans les économies avancées où l'inflation s'est établie à 1,4% en 2013 contre 2% un an auparavant. Dans

les économies émergentes et en développement, les prix à la consommation ont connu une hausse de 6,1%, soit quasiment au même rythme qu'en 2012. En 2014, l'inflation devrait rester à des niveaux modérés, les prévisions tablent sur 1,7% et 5,6%, respectivement dans les pays avancés et les pays émergents et en développement.

Sur le marché monétaire, les conditions d'octroi de prêts se sont assouplis dans la zone euro et aux États-unis. Aux États-unis, les autorités monétaires ont choisi de réduire leurs rachats d'actifs qui leur permettaient de faire pression sur les taux longs, tout en maintenant le principal taux directeur faible, aujourd'hui à 0,25%. Courant 2013, la Banque centrale européenne (BCE) a procédé à deux baisses de son taux directeur, à 0,25%, qui a ainsi atteint son plus bas niveau historique.

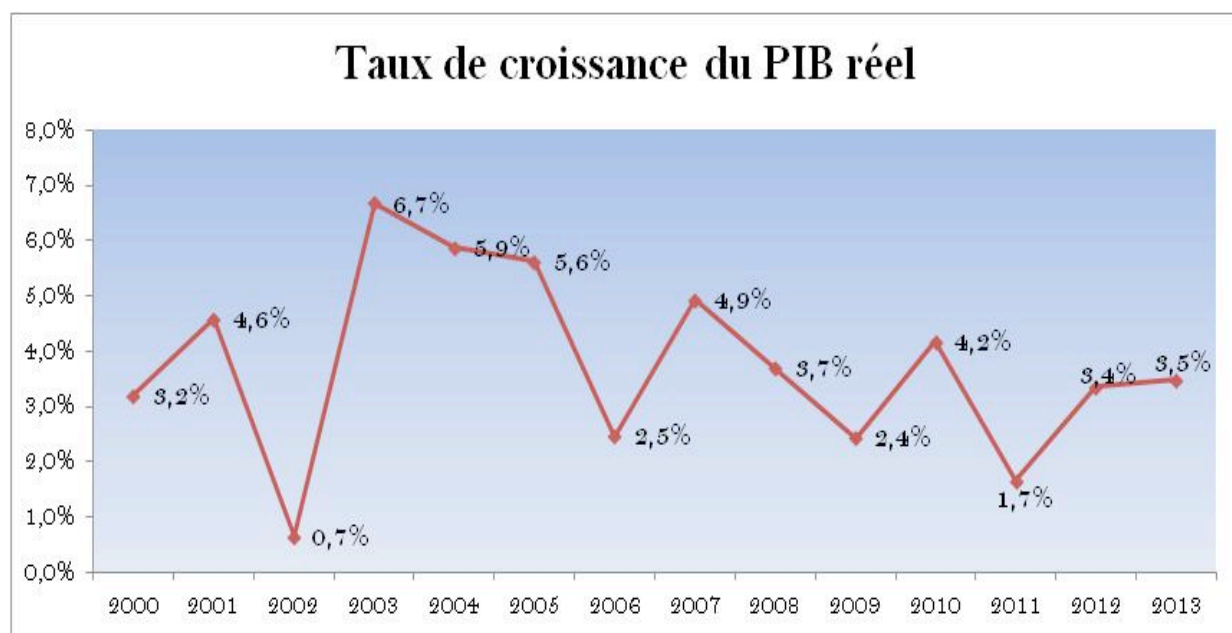
Sur le marché de change, l'année 2013 a été marquée par l'appréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies des pays avancés. Le taux de change euro/dollar s'est établi à 1,36 en 2013, contre 1,28 en 2012. En outre, l'euro s'est apprécié respectivement de 22,5% et 2% par rapport au yen et à la livre sterling.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2013

1.1.1. Les ressources du PIB

Suite au ralentissement observé sur la période récente, l'économie sénégalaise demeure vulnérable, aussi bien aux chocs externes qu'internes, et peine à renouer avec une croissance forte et durable. En 2013, au-delà de l'environnement international peu porteur dominé par les difficultés de la zone euro et le ralentissement de l'activité dans les pays émergents, les contreperformances de la campagne agricole 2013/2014, l'aggravation des difficultés dans le secteur industriel ont davantage pesé sur la relance de l'activité économique dont le rythme de croissance reste en deçà de 4,0% depuis 2011. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel, précédemment attendu à 4%, ressortirait à 3,5% en 2013 contre 3,4% un an auparavant, porté par le regain de dynamisme dans le secteur tertiaire notamment les services de transports et de télécommunication et les services financiers.



Source : DPEE

Dans le secteur primaire, l'activité s'est inscrite en ralentissement avec une hausse de 3,3% en 2013 après un bond de 8,9% un an auparavant. Cette situation traduit les faibles performances de la campagne agricole 2013/2014 mais également la décélération observée dans le sous-secteur de la pêche.

Concernant l'agriculture, les efforts du Gouvernement en matière de mise à disposition d'intrants agricoles ainsi que les mesures d'accompagnement des acteurs n'ont pas produit les effets escomptés. En effet, en dépit d'une pluviométrie globalement satisfaisante sur l'ensemble du territoire

national, des baisses ont été enregistrées dans la production de mil (-22%), de sorgho (-33%), de manioc (-23%), de riz (-7%) et de maïs (-1%), reflétant ainsi, entre autres, la baisse des rendements. Cette tendance baissière a, toutefois été atténuée par la bonne tenue de la production horticole marquée par la nette progression des productions d'oignons (+9,5%), de tomate cerise (+37,5%), de haricot vert (+40%) et de mangues (+4%). Globalement, l'agriculture vivrière a affiché une progression de 1,2% contre 17,4% en 2013. En revanche, l'agriculture industrielle s'est repliée de 2,3% en 2013, après une hausse de 17,9% l'année précédente. Cette contreperformance est le fait de la production d'arachide qui est ressortie à 677.456 tonnes contre 692.572 tonnes en 2012, soit une baisse de 2%.

Dans le sous-secteur de la pêche, l'activité a crû à un rythme de 0,9% après une progression de 3,1% en 2012. Cette décélération est le résultat de la contraction des débarquements de la pêche artisanale (-2,7%), atténuée toutefois par la vigueur de la pêche industrielle (+32,3%). La forte hausse des débarquements de la pêche industrielle est imputable notamment à la relance des activités de conserveries.

L'atonie notée dans les sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche a été modérée par la bonne tenue de l'élevage qui a affiché une croissance de 8,9% en 2013 après un repli de 0,8% un an auparavant. Ce regain est le fait de la bonne progression des abattages de bovins (5,3%), d'ovins (15,7%) et de caprins (32,6%) favorisée notamment par l'amélioration de la disponibilité du fourrage suite aux bons résultats de la campagne agricole 2012/2013.

Dans le **secteur secondaire**, la reprise initialement attendue a été profondément remise en cause notamment par les difficultés des activités extractives, des corps gras alimentaires, de la fabrication de produits alimentaires céréaliers, de la fabrication de sucre et chocolaterie, du raffinage de pétrole et de la fabrication de produits chimiques.

Au niveau des activités extractives, la vétusté de l'outil de production continue de constituer un frein à un développement durable de l'exploitation minière. En 2013, le sous secteur s'est inscrit en retrait de 24,7% après une hausse de 7,9% en 2012, sous l'effet du recul des productions de phosphate (-36,5%) et d'or (-20%). La contreperformance dans l'extraction de phosphate est en liaison avec les pannes techniques qui ont affecté l'activité des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) tout au long de l'année 2013. En revanche, ces contreperformances ont été atténuées par les bons résultats enregistrés dans la production d'attapulgite (+30,2%). Pour sa part, le repli de la production d'or est à mettre en relation avec l'évolution défavorable des cours internationaux en 2013.

Dans la fabrication des corps gras alimentaires, les difficultés notées depuis 2011 se sont poursuivies en 2013. Le sous-secteur s'est replié de 26,1% après une baisse de 23,6% en 2012, sous l'effet de la contreperformance enregistrée dans la production d'huile raffinée (-42,6%). Ce fléchissement reflète la baisse de la demande d'huile raffinée de soja sur le marché local au profit de

l'huile de palme. En revanche, il a été atténué par la relance des productions d'huile brute (+93,7%) et de tourteaux (+58,9%), impulsées respectivement par le renforcement de la collecte des graines d'arachide et la fermeté de la demande extérieure.

S'agissant de la fabrication de sucre et de chocolaterie, le regain d'activité enregistré en 2012, après une longue série de contreperformance, n'a été que de courte durée, du fait des contraintes sectorielles qui ont sévèrement entamé les perspectives de croissance dans le sous-secteur. Dans le segment de la chocolaterie, l'activité a subi les retombées négatives des problèmes d'approvisionnement en matières premières. En ce qui concerne le sucre, les difficultés d'écoulement de la production, concurrencée par les importations, ont été défavorables à l'activité de production qui a été à l'arrêt pendant une bonne partie de l'année. En effet, la production de sucre raffiné s'est établie à 88.596 tonnes contre 104.977 tonnes en 2012, soit une baisse de 15,6%. Au total, le sous-secteur s'est globalement inscrit en retrait de 10,7% en 2013, contre une hausse de 13,2% un an auparavant.

Dans le sous-secteur des produits alimentaires céréaliers, en dépit de l'augmentation de la production céréalière lors de la campagne agricole 2012/2013, l'activité a accusé un repli de 21% en 2013 après une bonne tenue affichée sur la période récente.

Au titre de l'industrie alimentaire, le sous-secteur de fabrication de boissons a également décliné en 2013 de 7,3% après un renforcement de 3% un an auparavant. La fabrication de produits alimentaires n.c.a a emprunté la même tendance, avec une contraction de 5% de sa valeur ajoutée, sous l'effet du repli de la transformation et conservation de fruits et légumes (-39,9%), de la fabrication de condiments et assaisonnement (-2,1%) ainsi que de celui des produits laitiers et de glaces (-3,6%). S'agissant du travail de grain, il a reculé de 10,1% en 2013 consécutivement à la baisse amorcée en 2012 (-4,6%).

Concernant le raffinage de pétrole, la vigueur relevée au cours des deux dernières années ne s'est pas poursuivie. En effet, l'activité s'est inscrite légèrement en recul de 0,8%, contre respectivement des hausses de 19,9% et 13,5% en 2011 et 2012. Cette contraction reflète la baisse de la demande locale en produits pétroliers, notamment celle de SENELEC qui connaît une réhabilitation et un renforcement de son outil de production.

Pour ce qui est de la fabrication de produits chimiques, la contreperformance enregistrée en 2012 s'est significativement accentuée en 2013. Cette situation traduit la persistance des difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), souvent sujettes à des pannes techniques qui affectent sensiblement la performance de l'entreprise. Ainsi, la production d'acide phosphorique est passée de 363.170 tonnes à 260.056 tonnes entre 2012 et 2013, soit un repli de 28,3% en liaison avec la contraction de la production de phosphate. En outre, le repli du sous-secteur est le fait de la fabrication de produits pharmaceutiques (-1,3%) et de savons, parfums et produits d'entretien (-7,4%). Dans ce

dernier segment, l'activité a subi les retombées négatives de l'application de la taxe sur les produits comestiques et éclaircissants conjuguées à la concurrence des produits importés. Globalement, le sous-secteur s'est contracté de 24,6% en 2013 après un repli de 4,9% un an auparavant.

La tendance baissière dans l'industrie n'a pas épargné la métallurgie ni la fabrication de machines qui ont fléchi respectivement de 15,1% (contre -6,2% en 2012) et 20,3% (contre +16,8% en 2012) en 2013.

Cette morosité a cependant été atténuée par la bonne tenue des sous-secteurs de la construction, de la transformation et conservation de viande et de poisson mais également de la fabrication de cuir, de la construction de matériel de transport et de la production d'énergie.

Dans le sous-secteur de la construction, l'activité s'est renforcée en 2013, reflétant l'accélération des grands chantiers de l'Etat, en l'occurrence, les travaux d'achèvement de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), le prolongement de la VDN mais également l'exécution du programme de lutte contre les inondations. Cette dynamique a été renforcée par la poursuite des projets de construction de ponts, de pistes de production et d'aménagements hydro-agricoles dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA). Au total, le sous-secteur a enregistré une expansion de 10,3% contre une baisse de 1,2% en 2012.

Le regain de dynamisme dans les BTP a été profitable au sous-secteur des matériaux de construction affecté par la sévère contraction de la demande étrangère en ciment. En effet, sur l'année 2013, les exportations de ciment ont reculé de 24,2% par rapport à 2012, du fait essentiellement de la crise socio-politique au Mali. Au total, l'activité de sous-secteur des matériaux de construction a crû à un rythme de 0,4% en 2013 (contre -0,1% en 2012), soit un léger redressement par rapport à l'année précédente.

L'activité de transformation et conservation de viande et poisson, pour sa part, s'est confortée de 9,3% en 2013 après une hausse de 1,7% en 2012, à la faveur notamment de la relance de la filière « poisson » suite à la reprise par des investisseurs coréens d'une des principales unités de production de la branche. Par ailleurs, le sous-secteur a tiré profit du regain de croissance dans l'élevage.

Dans la fabrication du cuir, l'activité s'est inscrite en hausse de 10,3% après une croissance de 4,2% en 2012. La vigueur de la demande étrangère a significativement favorisé la bonne tenue du sous-secteur. En effet, les exportations de cuirs et peaux ont augmenté de 84% entre 2012 et 2013.

La morosité dans l'industrie a, de surcroît, été modérée par le renforcement des activités de construction de matériel de transport, d'égrenage de coton et de fabrication de textile ainsi que de celui du sous-secteur de l'énergie.

Dans la construction de matériel de transport, l'activité s'est confortée significativement avec une hausse de 23% en 2013, suite à la contreperformance affichée un an auparavant (-7,9% en 2012).

S'agissant du sous-secteur de « l'égrenage de coton et du textile », la bonne tenue de l'égrenage de coton en liaison avec la bonne campagne cotonnière 2012/2013 a atténué les difficultés du segment « textile » fortement concurrencé par les importations. Ainsi, l'activité a progressé de 2,1% en 2013 contre 3,4% en 2012.

Pour ce qui est de l'énergie, la bonne mise en œuvre du Plan de restructuration à travers notamment la réhabilitation et l'extension des capacités de production de SENELEC, a conduit à une amélioration de la fourniture d'électricité qui s'est renforcée de 4,1% sur un an. Pour sa part, la production d'eau a crû modérément, soit de 0,6% en 2013, reflétant ainsi la panne technique qui a paralysé l'approvisionnement en eau dans la capitale sénégalaise au cours du dernier trimestre de l'année. En définitive, le sous-secteur a enregistré une hausse de 3,4% contre une progression de 5,6% en 2012.

En somme, dans le secteur secondaire, les difficultés qui ont prévalu pendant l'année 2012 se sont accentuées au courant de 2013, mettant à rude épreuve les perspectives de redressement de l'économie sénégalaise.

En revanche, dans **le secteur tertiaire**, l'activité s'est révélée plus vigoureuse qu'attendue précédemment avec une expansion de 6,4% en 2013 (contre 3,3% en 2012), grâce notamment au regain de dynamisme dans les postes et télécommunications, les transports, les services financiers et les activités immobilières.

Dans les postes et télécommunications, un nouvel essor semble se profiler au vu de l'accélération observée au cours de l'année 2013. En effet, l'activité s'est renforcée de 17,1% (contre 6,1% en 2012) après avoir crû en moyenne de 5,6% sur la période 2009-2012 contre en moyenne 18,1% de 1997 à 2011. Cette vigueur est le résultat de la concurrence accrue qui prévaut dans le segment des télécommunications où, dans le mobile, le taux de pénétration a dépassé la barre des 93%. L'internet mobile s'est, par ailleurs, développé à une vitesse fulgurante avec l'arrivée de la technologie 3G, et plus récemment, de la 4G, contribuant ainsi sensiblement à la valeur ajoutée du sous-secteur.

Dans le sous-secteur du transport, la poursuite du renouvellement du parc automobile dans les transports en commun a été favorable à la relance du transport terrestre. Soutenu par le transport ferroviaire, néanmoins, en difficulté, le sous-secteur a crû à un rythme de 12,3% en 2013 contre 2,1% un an auparavant.

Quant aux services financiers, le dynamisme du crédit mais également la percée enregistrée par les nouveaux systèmes de transfert d'argent se sont traduits par une progression de 11,9% du sous-secteur en 2013 (contre respectivement +10,2% en 2012 et 16,6% en 2011).

S'agissant des activités immobilières, elles se sont inscrites en hausse de 4,5% contre 2,6% en 2012, reflétant le regain observé dans la construction de logements, sous l'effet notamment du lancement des programmes d'habitats sociaux par le Gouvernement.

La vitalité des activités dans le secteur tertiaire est également perceptible à travers la bonne tenue des services d'éducation et de santé, respectivement en hausse de 4% et 7,8% (contre 2,4% et 8,5% en 2012), de même que celle des services aux entreprises (+5,9% en 2013 contre +0,8% en 2012).

La bonne tendance observée dans le secteur tertiaire a néanmoins été atténuée par la contraction des activités commerciales. Celles-ci ont, en effet, subi les retombées de la morosité dans l'industrie, modérées, cependant, par le dynamisme des importations de biens. Globalement, les activités commerciales se sont repliées de 0,5% en 2013 contre une hausse de 3,6% un an auparavant.

1.1.2. Les Emplois du PIB

En 2013, la **consommation finale** est estimée en hausse de 3,2%, soit un rythme de progression similaire à celui enregistré en 2012. La consommation publique progresserait de 2,9% (contre +2,9% en 2012) tandis que la consommation privée se renforcerait de 3,2%. Globalement, la consommation finale représenterait 93,9% du PIB en 2013 contre 91,9% en 2012, traduisant une baisse de deux (2) points de pourcentage du taux d'épargne qui passerait de 8,1% en 2012 à 6,1% en 2013.

S'agissant de la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, elle est estimée en progression de 5,5% en 2013 contre 1,6% en 2012. Ce renforcement traduit la vigueur des investissements publics et privés qui se conforteraient respectivement de 5,7% et 5,5% en 2013 (contre respectivement 1,6% et 3,2% en 2012). Ainsi, le taux d'investissement mesuré par la FBCF ressortirait à 25,1% du PIB en 2013 contre 24% en 2012.

Globalement, la **demande intérieure**² progresserait en termes réels de 6,5% contre 5,9% une année auparavant, tirée essentiellement par l'investissement.

Concernant la **demande extérieure**, elle est marquée en 2013 en termes réels par une hausse des importations de 7,6% (contre +7,7% en 2012) et un recul des exportations de 4,2%.

² Demande intérieure = consommation finale + FBCF + Variation de stocks

1.1.3. Inflation et Compétitivité

En 2013, l'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB est estimée à -1,4% contre 2,3% en 2012. Ce recul reflète la baisse des prix à la production dans le secteur secondaire (-4,7% contre +2,7% en 2012) et dans une moindre mesure, dans le secteur tertiaire (-1,2% contre +1,5% en 2012). Cette tendance est en liaison avec la détente sur les cours des matières premières dans un contexte de morosité de l'économie mondiale.

S'agissant de l'inflation mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), elle s'est établie à 0,7% en 2013 contre 1,4% en 2012. L'augmentation des prix a été tirée essentiellement par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,3%), les services de santé (+2,9%), l'enseignement (+2,6%) ainsi que les restaurants et hôtels (+6,6%). Elle a été, cependant, sensiblement atténuée par le repli des prix de la communication (-5,2%), des loisirs et culture (-1,4%) et des services de « logement, eau, électricité et autres combustible » (-0,7%).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré des gains de 0,7% par rapport à 2012. Cette situation est imputable au différentiel d'inflation favorable (-3,1%) atténué toutefois par l'appréciation du FCFA (+2,4%) vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires.

1.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2014

En 2014, l'activité économique devrait profiter des meilleures perspectives de croissance au plan mondial ainsi que du démarrage de l'exécution du Plan Sénégal Emergent (PSE). Par ailleurs, la relance escomptée de l'économie malienne constitue un véritable atout pour l'industrie sénégalaise, en l'occurrence, les cimenteries. Ce contexte favorable associé à la poursuite des investissements engagés dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) mais également à la mise en œuvre du programme routier du Gouvernement devraient contribuer à l'accélération de la croissance économique.

1.2.1. Les Ressources du PIB

Le taux de croissance du PIB réel est projeté à 4,9% en 2014, reflétant les bonnes perspectives dans les secteurs primaire et tertiaire et dans une moindre mesure, du redressement attendu dans l'industrie.

Au niveau du **secteur primaire**, après un ralentissement en 2013 imputable aux résultats de la campagne agricole, l'activité, projetée en hausse de 7,3% (contre une estimation de +3,3% en 2013), devrait être tirée essentiellement par l'agriculture.

Dans le sous-secteur agricole, la production demeure vulnérable aux aléas climatiques mais également aux dysfonctionnements dans le dispositif d'appui à la filière. Dans ce contexte, le Gouvernement s'emploiera à renforcer l'accès à des intrants de qualité et en quantité suffisante et

surtout à temps afin de garantir de meilleurs rendements aux cultures. En outre, l'exécution des importants programmes visant notamment le renforcement de la base productive et la formation des acteurs de la filière devrait se poursuivre. Ainsi, sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale combinée à une maîtrise de la situation phytosanitaire, l'agriculture vivrière et celle industrielle sont projetées respectivement en hausse de 8% et 16,6% en 2014. Globalement, le sous-secteur croîtrait au rythme de 10,3% (contre +0,3% en 2013), reflétant principalement les bons résultats escomptés dans les productions de riz, de mil, de sorgho, d'arachide, de coton ainsi que dans l'horticulture.

Concernant l'élevage, les efforts visant l'amélioration des productions animales, la sécurisation de l'élevage et l'amélioration des conditions de mise en marché seront consolidés. L'activité devrait bénéficier de la bonne tenue des abattages de bovins, ovins et caprins de même que des bonnes perspectives dans la production de lait et de volaille. Au total, le sous-secteur est attendu en hausse de 4% en 2014 (contre +8,9% en 2013 et -0,8% en 2012).

Dans le sous-secteur de la pêche, l'activité reste confrontée à la rareté des ressources halieutiques. Dès lors, d'importants programmes sont initiés en termes de restauration des ressources halieutiques, des écosystèmes et des habitats marins côtiers ainsi que d'aménagement durable des pêcheries. En termes de prévision, l'activité devrait croître de 5% en 2014 après un ralentissement observé en 2013. A moyen terme, le développement de l'aquaculture, qui demeure un segment à fort potentiel de croissance, devrait permettre d'accroître substantiellement l'offre de produits halieutiques.

S'agissant du **secteur secondaire**, une reprise de l'activité est escomptée après une nette contreperformance enregistrée en 2013. En effet, bénéficiant, entre autres, du soutien du Plan Sénégal Emergent (PSE), le secteur est attendu en progression de 5,3% en 2014 contre un repli de 1,5% l'année précédente. Ce regain serait impulsé par les sous-secteurs des activités extractives, de la fabrication de produits chimiques, du travail de grain, des produits alimentaires céréaliers, de la construction, des matériaux de construction ainsi que de l'énergie.

Les activités extractives, affectées par les pannes techniques à répétition dans l'exploitation du phosphate, sont projetées en hausse de 8,9% après une baisse de 24,7% enregistrée en 2013. Cette reprise reflète les bonnes perspectives dans l'extraction du phosphate, mais également le dynamisme dans la production d'attapulgite.

La bonne marche de la production de phosphate devrait favoriser la relance de la fabrication d'acide phosphorique qui a subi en 2013 les contrecoups de l'insuffisance des intrants. Profitant, en outre, du dynamisme de la production d'engrais, le sous-secteur devrait se renforcer de 4% suite à la contraction (-24,6%) observée l'année précédente.

Dans l'industrie alimentaire, le travail de grain et la fabrication de produits alimentaires céréaliers sont attendus respectivement en hausse de 6,5% et 5% en 2014 après une contreperformance enregistrée l'année précédente (respectivement -10,1% et -21,0% en 2013).

Dans la construction, les travaux de prolongement de l'autoroute à péage vers l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) et les investissements dans l'habitat social prévus au titre du Plan Sénégal Emergent (PSE) devraient s'ajouter aux importants projets déjà en cours d'exécution. Le sous-secteur est, ainsi, attendu en hausse de 8% après une croissance de 10,3% en 2013.

La bonne tenue des activités de BTP au plan interne devrait soutenir la relance du sous-secteur des matériaux de construction. Par ailleurs, les bonnes perspectives de croissance au Mali, favorisées notamment par la reprise des grands chantiers, contribueront à redynamiser l'activité de production de ciment. Par conséquent, le sous-secteur est attendu en progression de 5,1% contre une légère hausse de 0,4% en 2013.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'énergie, la réhabilitation de l'outil de production de SENELEC pour répondre à une demande en fourniture d'électricité sans cesse croissante, se poursuivra en 2014, appuyée, par ailleurs, par les importants projets prévus dans le cadre de l'exécution du Plan Sénégal Emergent (PSE). Quant à la production d'eau, après des difficultés rencontrées en 2013 suite à la panne technique de l'usine de Keur Momar, elle devrait s'améliorer à la faveur des mesures déployées par SDE et SONES pour sécuriser l'approvisionnement. Ainsi, globalement, le sous-secteur devrait connaître une progression de 6,8% en 2014 contre 3,4% l'année précédente.

La redynamisation de l'industrie devrait, en outre, s'appuyer sur la reprise escomptée dans les sous-secteurs des corps gras alimentaires (+3% contre -26,1% en 2013), du travail du bois (+5% en 2014 contre -14,2% en 2013), du papier et carton (+5,2% en 2014 contre -21,9% en 2013) ainsi que de la fabrication de machines (+4% contre -20,3% en 2013).

En revanche, dans le raffinage, l'activité se relèverait timidement, traduisant en 2014, la poursuite du versement de la marge de soutien au raffinage par le Gouvernement. A cela s'ajoute la poursuite de la politique de stockage visant entre autre la mise en place d'un stock stratégique pour la prévention des cas de pénurie extrême. Sous ce rapport, le sous-secteur est projeté en hausse de 0,2% contre un repli de 0,8% en 2013.

Dans le secteur tertiaire, l'activité demeurerait vigoureuse en 2014 avec une progression attendue à 4,6% (contre +6,4% en 2013), portée par la bonne tenue notamment des services de

transports, de postes et télécommunications, d'hébergement et de restauration mais également des services financiers et des activités immobilières.

Dans le sous-secteur du transport, la reprise amorcée l'année précédente se consoliderait en 2014, à la faveur des conditions internes favorables marquées notamment par : (i) le renforcement du transport urbain dans le cadre du renouvellement du parc des transports en commun ; (ii) le regain d'activité dans le transport inter-urbain imputable à l'amélioration du réseau routier ainsi qu'à la relance de l'économie et ; (iii) le renforcement du transport aérien sous l'hypothèse d'une bonne tenue du tourisme. Au total, le sous-secteur est projeté en hausse de 7% en 2014 (contre +12,4% en 2013).

Les activités de postes et télécommunications maintiendraient leur dynamisme sous l'impulsion de la téléphonie mobile mais également de l'internet mobile qui bénéficient d'un cadre interne concurrentiel. Ainsi, le sous-secteur devrait se conforter de 6% contre 17,1% en 2013.

Au titre des services d'hébergement et de restauration, l'activité tirerait avantage des importantes mesures mises en œuvre par le Gouvernement en collaboration avec les acteurs de la filière touristique. Cette situation serait renforcée par la relance économique dans la zone euro, laquelle devrait se traduire par une arrivée plus importante de touristes européens. Au total, après un repli de 5,3% en 2013, le sous-secteur devrait s'inscrire en hausse de 10% en 2014.

S'agissant des services financiers, ils profiteraient de la dynamique de redressement au plan interne avec une progression attendue à 10% (contre une hausse +11,9% en 2013). Dans ce contexte de reprise, les crédits bancaires devraient augmenter significativement, sous l'effet aussi bien des besoins de financement dans le secteur public, que de la vigueur de la consommation et l'investissement privé. Le sous-secteur continuera, par ailleurs, de tirer profit de l'essor des nouveaux systèmes de transfert d'argent.

La croissance dans le secteur tertiaire devrait, en outre, être confortée par les bonnes perspectives dans les activités immobilières (+5% en 2014 contre +4,5% en 2013), en liaison avec le programme d'habitat social du Gouvernement inscrit dans le PSE. Les activités de services aux entreprises, pour leur part, resteraient vigoureuses avec une progression attendue à 5,9% (contre +5,9% en 2013).

Quant aux activités dans les sous-secteurs du commerce, de l'éducation et de la santé, ils croîtraient respectivement au rythme de 2%, 3,7% et 3% en 2014.

1.2.2. Les Emplois du PIB

En 2014, la **consommation finale** est projetée en hausse de 3,3% contre une progression de 3,2% en 2012. Elle devrait représenter 92,2% du PIB contre 93,9% en 2013, traduisant ainsi un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui devrait passer de 6,1% à 7,8% en 2014.

L'investissement, mesuré par la **formation brute de capital fixe** (FBCF), devrait, pour sa part, croître au rythme de 6% contre 5,5% en 2013, tiré aussi bien par les investissements privés (+6%) que publics (+5,9%). L'investissement public tirerait avantage de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Ainsi, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est projeté à 25,3% en 2014 contre 25,1% une année auparavant.

Au total, la **demande intérieure** devrait se conforter en termes réels de 4,4% en 2014.

S'agissant de la **demande extérieure**, les importations et les exportations de biens et services sont attendus respectivement en hausse de 3,5% et 5% en 2014.

1.2.3. Inflation

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 1,5% en 2014 contre une estimation de -1,4% en 2013. Ce relèvement reflèterait essentiellement la hausse des prix aux producteurs dans les secteurs primaire (2,0% contre 1,0% en 2013, secondaire (1,8% contre -4,7% en 2013) et tertiaire (+1,2% contre -1,2% en 2013).

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2013

L'exécution budgétaire en 2013 a été caractérisée par la première année de mise en œuvre de la réforme fiscale ainsi que par les mesures de rationalisation des dépenses publiques. Ainsi, la mobilisation des ressources hormis les dons a été quasi stable tandis que les dépenses budgétaires ont été maîtrisées. En conséquence, le déficit budgétaire global de l'administration centrale s'est amélioré, passant de 5,8% du PIB (420 milliards) en 2012 à 5,5% du PIB (400,4 milliards) en 2013. Au total, les ressources budgétaires (y compris les dons) sont évaluées à 1471,4 milliards en 2013 contre 1464 milliards en 2012, soit une légère hausse de 0,5%. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont repliés de 1,5%, s'établissant à 2059 milliards en 2013.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires se sont accrues de 0,7%, passant de 1423 milliards en 2012 à 1433 milliards en 2013. Cette progression est imputable à l'augmentation des recettes non fiscales qui bénéficient du versement des reliquats de DPWorld et de SUNEOR ainsi que du bon niveau de recouvrement des dividendes. Elle a été toutefois atténuée par la baisse des recettes fiscales de 0,7%

par rapport à l'année 2012. Le repli des recettes fiscales reflète la faible performance de la TVA intérieure, suite à la mise en œuvre de la réforme fiscale, ainsi que la baisse des recouvrements de l'impôt sur le revenu (baisse du taux de l'IR). Toutefois, cette baisse a été atténuée par la bonne tenue des droits recouverts au cordon douanier.

Globalement, la baisse des recettes fiscales découle des contreperformances enregistrées au niveau des taxes sur biens et services intérieures (hors TVA de porte) qui ont été recouvrées à hauteur de 363,8 milliards en 2013 contre 399,8 milliards pour l'année 2012 soit une baisse de 9%. Cette évolution est imputable à la baisse de la TVA intérieure hors pétrole de 40,8 milliards en glissement annuel, atténuée par la bonne tenue des recouvrements au cordon douanier. En effet, les recouvrements de la Douane sont évalués à 517,6 milliards contre 478,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 8,2% tirée principalement par les droits de porte et la TVA à l'importation qui ressortent respectivement en hausse de 22,8 milliards (11,7%) et 16,6 milliards (5,9%) par rapport à l'année 2012.

Sous l'effet conjugué de la baisse de l'impôt sur le revenu et de la bonne tenue de l'impôt sur les sociétés, les impôts directs, évalués à 389,9 milliards, s'inscrivent légèrement en baisse de 0,7%. En effet, l'impôt sur le revenu est recouvré pour un montant de 214,4 milliards contre une réalisation de 231,2 milliards un an auparavant, soit un repli de 16,8 milliards (-7,3%). Cette contraction est imputable essentiellement à la baisse du taux de l'impôt sur le revenu, intervenue dans le cadre de l'application du nouveau Code général des impôts (CGI). Quant à l'impôt sur les sociétés, il est ressorti en hausse de 21,8 milliards (+19,1%) s'établissant ainsi à 135,7 milliards à la faveur du relèvement du taux de l'IS de 25% à 30%.

S'agissant des recettes pétrolières, elles sont évaluées globalement à 196,5 milliards en 2013 contre des réalisations de 200,3 milliards en 2012, soit un repli de 1,9%. Cette baisse provient essentiellement de celles notées dans les recouvrements du FSIPP et de la TVA à l'import sur le pétrole, qui diminuent respectivement de 11,8 milliards et de 7,6 milliards. La baisse du FSIPP est liée à la partie affectée de cette taxe qui n'a pas été comptabilisée en 2013 ; quant à la TVA sur le pétrole, sa contreperformance résulte du niveau élevé des arriérés de SENELEC. Cependant, ces baisses ont été atténuées par les performances notées dans le recouvrement de la TVA intérieure pétrole et de la nouvelle taxe portant sur les véhicules et engins à moteur (TAVEM), qui ont été recouvrées respectivement pour des montants de 8,4 milliards et 6,4 milliards en 2013.

Au total, **la pression fiscale est ressortie à 18,3% en 2013** contre 18,6% l'année précédente, soit un retrait de 0,3 point de pourcentage de PIB. Elle demeure, toutefois, au dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Concernant les recettes non fiscales, elles sont estimées à 90,3 milliards contre 71,5 milliards en 2012, soit une progression de 26,3% imputable au versement de 27 milliards de DPWorld et de SUNEOR ainsi qu'à une bonne mobilisation des dividendes et produits financiers (+14,7 milliards). Cette hausse a été atténuée par la suppression de la redevance sur les appels téléphoniques entrants.

2.1.1. Les dons

Au titre de l'année 2013, les dons ont été mobilisés à hauteur de 187,5 milliards (dont 19,8 milliards de dons budgétaires et 167,7 milliards de dons en capital) contre 206 milliards un an auparavant, soit une baisse de 9,1%. Celle-ci reflète la diminution des dons budgétaires (-32,2 milliards), imputable notamment à la mobilisation d'un don exceptionnel de l'Arabie Saoudite en 2012 pour 16 milliards. Cette baisse a été atténuée par l'accroissement des dons en capital qui progressent de 13,4 milliards par rapport à l'exercice de 2012. Les dons budgétaires ont été recouverts auprès des partenaires traditionnels à savoir le Canada, l'Espagne et l'Union Européenne.

2.1.3. Les dépenses publiques

En 2013, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2059 milliards contre 2090 milliards l'année précédente, soit une baisse de 31 milliards (-1,5%), imputable principalement aux dépenses d'investissement et aux prêts nets, les dépenses courantes s'étant plutôt inscrites en hausse de 0,5%.

En effet, les dépenses d'investissement globales ont été réalisées à hauteur de 801,3 milliards, soit en baisse de 1,5%. Ce repli est imputable principalement aux dépenses d'investissement sur ressources intérieures, chiffrées à 477,3 milliards, qui enregistrent une baisse de 2,9% par rapport à l'exercice précédent. La durée des procédures de passation des marchés publics ainsi que les contraintes budgétaires en fin de période ont été les principales entraves à l'investissement public. Toutefois, le ratio des dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales demeure élevé et s'établit à 35,5% en 2013, soit au dessus du plancher communautaire fixé à 20%. Les dépenses en capital sur ressources intérieures représentent 59,6% des dépenses d'investissement

Quant aux dépenses sur ressources extérieures, elles sont réalisées pour un montant de 324 milliards en 2013 progressant ainsi de 0,6% en glissement annuel.

Pour ce qui est des prêts nets, ils ressortent en baisse de 24,4 milliards, imputable aux prêts rétrocédés qui passent de 37 milliards en 2012 à 10 milliards en 2013.

Les dépenses courantes sont ressorties en légère hausse de 0,5% s'établissant à 1262,8 milliards, tirées par les intérêts sur la dette publique (4,8%) et dans une moindre mesure par la masse salariale. Les charges d'intérêt sur la dette ont enregistré une hausse de 5,2 milliards du fait notamment

de la hausse de 3,4 milliards des intérêts sur la dette extérieure. Les dépenses de personnel, pour leur part, ont évolué légèrement de 0,7% pour s'établir à 465 milliards à fin 2013 contre 462 milliards en 2012. Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales, évalué à 34,6% en 2013 contre 34,1% en 2012, demeure ainsi en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

Les dépenses de fonctionnement ont par contre baissé de 0,4% pour s'établir à 684,9 milliards contre 688 milliards en 2012, traduisant ainsi les effets progressifs de rationalisation entamée sur les dépenses publiques, autant sur les dépenses de fournitures et entretien (-2,1%) que celles des transferts et subventions (-5,3%).

2.1.3. Le Financement

Au titre de l'année 2013, le financement net du déficit budgétaire provient à la fois du financement extérieur, chiffré à 151 milliards, ainsi que du financement intérieur qui s'est traduit par un engagement net de 250,7 milliards.

Au niveau du financement extérieur net, les tirages sont chiffrés à 219,9 milliards composés de tirages sur prêts projets pour un montant de 166,7 milliards et de prêts programmes à hauteur de 53,2 milliards reçus de la Banque mondiale, de l'AFD et de la BAD. Quant à l'amortissement de la dette extérieure, il est ressorti à 80 milliards. Le marché financier sous-régional a contribué pour un montant net de -6,3 milliards résultant des émissions à hauteur de 187,1 milliards et des remboursements de 193,3 milliards.

Concernant le financement intérieur net, il a été réalisé à hauteur de 250,7 milliards dont 162,7 milliards de financement bancaire net et 87,9 milliards au titre du financement non bancaire. S'agissant des titres publics au niveau domestique, les émissions sont évaluées à 264,7 milliards et les remboursements s'élèvent à 202,8 milliards, soit une contribution nette de 61,9 milliards.

2.1.4. La dette publique

L'encours de la dette publique totale passerait de 3076 milliards en 2012 à 3341,7 milliards à fin 2013, soit un accroissement de 8,6%. Il représenterait ainsi 45,6% du PIB en 2013 contre 42,8% un an auparavant. Il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. Il est composé de 2367,7 milliards de dette extérieure et 974 milliards au titre de la dette intérieure, soit des parts respectives de 70,9% et 29,1%.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2013, il s'est positionné respectivement à 12,3% des recettes budgétaires et 9,2% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2014

En 2014, la gestion budgétaire continuera de s'inscrire dans la poursuite d'une politique prudente en matière de finances publiques et d'endettement afin de préserver la stabilité macroéconomique. En termes de ressources, l'année 2014 devrait bénéficier davantage de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme fiscale ; l'année 2013 ayant été marquée par la vulgarisation et l'appropriation du nouveau Code Général des Impôts. Au titre des dépenses, la politique de rationalisation initiée par le Gouvernement sera poursuivie et renforcée en vue notamment de préserver la viabilité des finances publiques. Globalement, le déficit budgétaire dont compris est projeté à 396,4 milliards (soit 5,1% du PIB) en 2014 contre 400,4 milliards (5,5% du PIB) en 2013, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage.

2.2.1. Les recettes budgétaires en 2014

Les ressources totales de l'Etat sont projetées en hausse de 8,8% passant de 1659 milliards en 2013 à 1805,3 milliards en 2014. Ces ressources sont réparties en recettes budgétaires pour 1548,3 milliards, en ressources du FSE pour 38,4 milliards et en dons qui, pour leur part, devraient être mobilisés pour un montant de 218,6 milliards.

Les recettes budgétaires, ventilées en recettes fiscales (1459,4 milliards) et recettes non fiscales (88,9 milliards), sont attendues en hausse de 8% imputable principalement à une augmentation de 8,7% des recettes fiscales qui passeraient de 1342,8 milliards en 2013 à 1459,4 milliards en 2014. Quant aux recettes non fiscales, une baisse de 1,3 milliard est prévue soit un repli de 1,4% par rapport à 2013.

S'agissant des recettes fiscales, l'accroissement attendu de 116,6 milliards devrait résulter essentiellement d'une hausse respective des impôts indirects de 82,7 milliards (soit +9,4%) et des impôts directs de 28 milliards (soit +7,2%).

Au titre des impôts directs, un montant de 418,1 milliards serait recouvré au titre de l'année 2014 contre 389,9 milliards en 2013. Cette hausse serait imputable essentiellement à la progression de l'impôt sur le revenu et de l'IRVM qui devraient progresser respectivement de 9,9% et 29,3% s'établissant ainsi à 235,7 milliards et 26,9 milliards. L'IR bénéficierait de l'élargissement de l'assiette fiscale en liaison avec la modernisation et la réorganisation de l'administration fiscale ainsi que des réajustements dans l'application de la baisse du taux de l'IR suite au diagnostic de la première année de mise en œuvre.

Pour ce qui est des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs (hors TVA de porte) sont attendues à 400,9 milliards, soit en progression de 10,2%. Cette performance par rapport à 2013 résulterait de la reprise escomptée sur la TVA intérieure hors pétrole, la taxe spécifique sur le

pétrole et la taxe sur les activités financières et la taxe sur la consommation hors pétrole. Ces lignes sont attendues respectivement en hausse de 17 milliards, 8,8 milliards, 4,7 milliards et 4 milliards par rapport à 2013. La TVA intérieure devrait bénéficier de la baisse des crédits de TVA ainsi que du redressement de la TVA précomptée grâce à l'audit des crédits de TVA et aux opérations de vérification sur le précompte.

Quant aux droits d'enregistrements et de timbre, ils devraient enregistrer une légère hausse de 0,9 milliard (+1,7%) pour se situer à 52,9 Mds contre 52 milliards l'année précédente. Ils sont constitués respectivement des droits d'enregistrement (pour 34,9 milliards contre 36,6 milliards) et des droits de timbre (pour 18,0 milliards contre 15,4 milliards). Au niveau du cordon douanier, les droits de douane sont projetés à 563,2 milliards en 2014 contre 517,6 milliards l'année précédente. La hausse de ces derniers serait imputable à la progression cumulée de la TVA à l'import passant de 299,6 milliards en 2013 à 329,2 milliards en 2014 et des droits de porte projetés à 234 milliards en 2014 contre 218 milliards en 2013.

S'agissant particulièrement des recettes sur les produits pétroliers, leur recouvrement est attendu à 201,2 milliards en 2014 contre 177 milliards en 2013, soit une progression en valeur relative de 12% et en valeur absolue de 24,2 milliards. Celle-ci résulterait d'une hausse cumulée de la TVA à l'import sur le pétrole, et de la taxe spécifique sur le pétrole. Ces derniers s'amélioreraient respectivement de 10 milliards et de 8,8 milliards pour atteindre 94,9 milliards et 62,5 milliards en 2014.

La pression fiscale au titre de 2014 est, ainsi, projetée à 18,8% du PIB en 2014 contre 18,3% en 2013. Elle demeurerait, dès lors, au-dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Les recettes non fiscales sont, pour leur part, programmées à 88,9 milliards contre 90,3 milliards en 2013, soit un retrait de 1,4 milliard (-1,6%) qui s'explique essentiellement par la prise en compte, dans les recettes non fiscales de 2013, du versement d'un montant de 27 milliards reçu de DPWorld et de la SUNEOR. Les produits financiers, programmés à 56,8 milliards contre 43,4 l'année précédente, sont répartis en dividendes pour 41,4 milliards, en commissions de transferts hors UEMOA pour un montant de 13,4 milliards. Un montant de 2 milliards au titre des intérêts créditeurs s'ajouterait à cette ligne.

S'agissant des dons, ils sont attendus pour un montant de 218,6 milliards composés de dons budgétaires pour 37,8 milliards et 180,7 milliards au titre des dons en capital. Les dons devraient progresser de 16,6% par rapport à l'année précédente à la faveur notamment d'un relèvement important des dons budgétaires (+18 milliards) et des dons en capital (+13 milliards).

2.2.2. Les dépenses publiques

Les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 2201,7 milliards contre 2059 milliards en 2013, soit un accroissement de 142,7 milliards (+6,9%). Cette progression résulterait de la hausse des dépenses d'investissement pour un montant de 86,6 milliards et de celle des dépenses courantes pour un montant de 43,9 milliards.

L'accroissement des dépenses en capital de 86,7 milliards porterait celles-ci au titre de l'année 2014 à 888 milliards contre 801,3 en 2013. Cette hausse serait imputable à une progression des dépenses en capital sur ressources intérieures et des dépenses en capital sur ressources extérieures respectivement de 52,7 milliards et 34 milliards pour se chiffrer à 530 milliards et 358 milliards en 2014. Le ratio "dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales" s'établirait ainsi à 36,3% contre 35,5% en 2013, soit au-dessus du plancher communautaire fixé à 20%. Cette hausse traduit, dès lors, la volonté affichée par les autorités d'accélérer l'exécution des projets d'investissement structurants dans le contexte notamment de la mise en œuvre du PSE.

Quant aux dépenses courantes, elles s'accroîtraient de 3,5% et passeraient ainsi de 1262,8 milliards à 1306,7 milliards entre 2013 et 2014, soit en valeur absolue, une hausse de 43,9 milliards. Elles sont constituées des dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes) pour 694,2 milliards (dont 35 milliards au titre du FSE), des dépenses de personnel pour 485,5 milliards et des charges d'intérêt sur la dette publique pour 127 milliards. La progression des dépenses courantes proviendrait essentiellement des salaires (pour 20,8 milliards), des intérêts sur la dette publique (pour 13,8 milliards) et des dépenses de fournitures et d'entretien (pour 9,6 milliards).

S'agissant des dépenses de personnel, elles se conforteraient de 4,5% par rapport à 2013. Toutefois, le ratio "masse salariale rapportée aux recettes fiscales" devrait ressortir à 33,3% contre 34,6% en 2013, demeurant ainsi en deçà du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale. Elles devraient bénéficier des résultats de l'audit de la fonction publique. Quant aux intérêts sur la dette publique, ils seront tirés essentiellement par la hausse de 13,6 milliards des intérêts sur la dette extérieure qui passeraient de 55,4 milliards à 69 milliards entre 2013 et 2014.

Concernant les autres dépenses courantes, elles se seraient crues de 1,4% pour s'établir à 694,2 milliards en 2014 contre 684,9 en 2013. Cette hausse serait tirée notamment par les dépenses de fournitures et entretien qui progresseraient de 3% pour s'établir à 323,2 milliards ; cette hausse devrait être atténuée par le retrait des dépenses de "transferts et subventions" qui enregistreraient un repli de 0,1% pour se situer à 336 milliards.

2.2.3. Le Financement

Le financement du déficit budgétaire au titre de l'année 2014, chiffré à 396,4 milliards sera assuré par le financement extérieur pour 408,1 milliards et par un désengagement au niveau du financement intérieur de 11,6 milliards.

Le financement extérieur chiffré à 408,1 milliards en 2014 serait porté essentiellement par les tirages sur prêts évalués à 190,3 milliards, l'émission d'un Eurobond pour 250 milliards et d'un sollicitation du marché sous régional pour un montant net de -31 milliards. Les tirages sont composés de tirages sur prêts projets pour 137,3 milliards et des tirages de trésorerie pour 53 milliards. L'amortissement de la dette extérieure est projeté à 51,2 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, il devrait se traduire par un engagement net vis-à-vis du système bancaire de 89,9 milliards et un financement non bancaire net de -101,6 milliards.

Globalement les émissions de titres publics sur le marché sous régional sont évalués globalement pour un montant de 433,4 milliards. Elles sont constitués essentiellement de 172,9 milliards sous forme d'emprunt obligataire, 100 milliards sous forme de bons du Trésor par adjudication, 50 milliards d'obligations APE et 100 milliards d'emprunt bancaire direct sous forme de Sukuk.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2013

En 2013, les échanges extérieurs font ressortir une amélioration du déficit global de 30 milliards, passant ainsi de 51 milliards en 2012 à 21 milliards en 2013. Cette amélioration résulte d'une réduction du déficit du compte courant de 15 milliards et d'une hausse de 15 milliards de l'exédent du compte de capital et d'opérations financières.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 760 milliards (10,4% du PIB) en 2013 contre 775 milliards (10,8% du PIB) en 2012, soit une amélioration de 15 milliards. Cette situation est le fait de l'amélioration du solde des services et revenus nets (+53 milliards) et des transferts courants (+23 milliards) et atténuée par la dégradation du solde commercial (-62 milliards) .

En effet, la **balance des biens** ressort en déficit de 1 531 milliards en 2013 contre 1469 milliards en 2012, soit une dégradation de 62 milliards, liée à la baisse des exportations de 17 milliards conjuguée à une hausse des importations 45 milliards. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens est passé de 48,8% en 2012 à 47,5% en 2013, soit une perte de 1,3 point de pourcentage entre les deux années.

Concernant le solde des **services et revenus**, il s'est amélioré de 53 milliards passant d'un déficit de 202 milliards en 2012 à un solde négatif 149 milliards en 2013

Les **transferts courants nets**, ressortent en hausse de 23 milliards en 2013, se chiffrant à 920 milliards. Cet excédent serait le fait essentiellement du renforcement de 75 milliards des transferts courants privés ; les transferts courants publics ayant affiché un repli de 52 milliards entre les deux années.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** est estimé en 2013 en excédent de 739 milliards contre 724 milliards en 2012, soit une amélioration de 15 milliards imputable principalement au compte d'opérations financières (+31 milliards).

Le solde du compte de capital est, pour sa part, ressorti à 183 milliards en 2013 contre 198 milliards en 2012, soit un solde négatif de 15 milliards. Cette situation s'explique principalement par l'appui exceptionnel de 25 milliards en 2012 du système des Nations Unies en faveur du monde rural suite à la mauvaise campagne agricole de 2011

Le solde du compte des opérations financières est projeté à 556 milliards en 2013 contre 525 milliards une année auparavant, soit une amélioration de 31 milliards attribuable en partie au renforcement des investissements de portefeuille nets (+37 milliards) et des autres investissements (+7 milliards). Toutefois, elle a été atténuée par le repli des investissements directs de 14 milliards.

3.2. PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2014

En 2014, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée **par une dégradation du déficit du compte des transactions courantes de 17 milliards. Toutefois, le ratio du compte courant rapporté au PIB s'améliorerait de 0,4 point de pourcentage passant de 10,4% en 2013 à 10% en 2014.** En revanche, le compte de capital et d'opérations financières afficherait une amélioration de son excédent de 75 milliards entre 2013 et 2014. Globalement, le solde de la balance des paiements devrait ressortir un excédent de 36 milliards en 2014 contre un déficit de 21 milliards en 2013.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** est projeté à 777 milliards en 2014 contre 760 milliards en 2013, traduisant ainsi une dégradation de 17 milliards imputable essentiellement à la balance commerciale.

Le **déficit de la balance commerciale** est projeté à 1 595 milliards en 2014 contre 1 531 milliards en 2013, soit une dégradation de 64 milliards en liaison avec la progression plus rapide des importations (+140 milliards) comparativement au rythme d'évolution des exportations de biens (+76

milliards). Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliorerait légèrement en passant de 47,5% en 2013 à 47,8% en 2014.

Concernant la **balance des services et revenus nets**, son déficit devrait se réduire légèrement d'un milliard entre 2013 et 2014.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 966 milliards en 2014 après 920 milliards en 2013, soit une amélioration de 46 milliards à la faveur de la bonne tenue attendue des transferts privés nets (+28 milliards) et publics (+18 milliards).

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un excédent de 814 milliards en 2014 contre 739 milliards en 2013, soit un relèvement de 75 milliards, attribuable à la fois à l'accroissement du solde compte du capital (+3 milliards) et des opérations financières (+72 milliards).

En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 628 milliards en 2014 contre 556 milliards en 2013, à la faveur principalement de l'évolution des capitaux publics notamment les investissements de portefeuille qui passerait de 26 milliards en 2013 à 160 milliards en 2014. L'excédent du compte de capital devrait, également, s'améliorer de 3 milliards en liaison avec les dons projets (+13 milliards) ; les annulations de dette et autres transferts afficheraient un repli de 11 milliards.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2013

La situation des institutions monétaires entre 2012 et 2013 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 21,1 milliards, une augmentation de 14,5% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 8,0%.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette des institutions monétaires est estimée à 858,3 milliards en 2013 contre 879,4 milliards en 2012, soit un repli de 2,4% reflétant à la fois la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO (-11,3 milliards) et des banques de dépôt (-9,8 milliards).

4.1.2. Le crédit intérieur

En 2013, l'encours du crédit intérieur est estimé à 2565,4 milliards contre 2 239,4 milliards en 2012, soit une hausse de 326 milliards traduisant la progression des crédits à l'économie (+269,5 milliards) et celle de la Position Nette du Gouvernement de 56,5 milliards.

Au total, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 33% en 2013 contre 30% un an auparavant, soit un gain de 3 points de pourcentage.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 8% en 2013 contre une progression de 6,8% en 2012. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par un renforcement aussi bien des dépôts bancaires (+8,6%) que de la circulation fiduciaire (+6%). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 40,4% en 2012 à 42,8% en 2013, soit une hausse de 2,4 points de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2014

La situation monétaire devrait être marquée, en 2014, par une augmentation de 37 milliards des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit intérieur de 9,5% et une expansion de 8,9% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 895 milliards en 2014 contre 858,3 milliards en 2013. Ce regain serait le fait essentiellement de la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets se bonifieraient de 37 milliards.

4.2.2. Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur est projeté à 2 809 milliards en 2014 contre 2 565 milliards en 2013, soit une hausse de 244 milliards. Ce renforcement devrait être porté par les crédits à l'économie (+183 milliards) et par la PNG (+61 milliards). Ainsi, le financement bancaire de l'économie devrait se situer à 33%, soit le même niveau atteint en 2013.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 3 406 milliards en 2014, contre 3 127,1 milliards en 2013, soit une hausse de 8,9%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts dans les banques qui ressortiraient à 2 764 milliards en 2014 ainsi que par une hausse de la circulation fiduciaire de 14 milliards. Le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 43,1%, soit un gain de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2013.

Le principal risque extérieur qui pèse sur les projections macroéconomiques est la possibilité d'un ralentissement plus fort qu'attendu de la croissance dans les pays émergents et d'une poursuite du durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux.

Au plan interne, les principaux risques concernent le secteur de l'énergie avec les effets négatifs qu'engendreraient les retards dans la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur. A cela s'ajoutent les aléas climatiques face auxquels l'agriculture reste très vulnérable. Des risques découlant des différents fronts sociaux notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'assainissement, pourraient également affecter directement le budget.

ANNEXES

-LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
Variation en % (croissance en volume)	2010	2011	2012	2013	2014
	proj	proj	proj	proj	proj
Secteur primaire	5,8%	-14,8%	8,9%	3,3%	7,3%
010 020 agriculture	4,9%	-27,8%	17,6%	0,3%	10,3%
010 agriculture vivriere	-1,6%	-18,3%	17,4%	1,2%	8,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	19,2%	-45,1%	17,9%	-2,3%	16,6%
030 élevage et chasse	9,0%	3,6%	-0,8%	8,9%	4,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	5,4%	4,3%	5,0%	3,0%	3,0%
050 pêche	2,1%	0,3%	3,1%	0,9%	5,0%
Secteur secondaire	3,8%	5,8%	1,6%	-1,5%	5,3%
060 activités extractives	6,5%	9,0%	7,9%	-24,7%	8,9%
080 fabrication de corps gras alimentaires	3,2%	-9,2%	-23,6%	-26,1%	3,0%
999 autres industries	2,6%	6,8%	1,6%	-4,1%	3,6%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	-6,9%	14,4%	1,7%	9,3%	3,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	3,5%	11,4%	-4,6%	-10,1%	6,5%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	5,3%	6,9%	8,9%	-21,0%	5,0%
110 fabrication de sucre, transformation	-1,6%	-8,5%	13,2%	-10,7%	4,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	3,8%	-0,4%	3,0%	-7,3%	3,0%
130 fabrication de boissons	7,4%	0,5%	-3,6%	-5,0%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	-0,7%	11,0%	-2,7%	4,9%	3,0%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	0,4%	3,9%	3,4%	2,1%	2,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	7,6%	16,1%	4,2%	10,3%	3,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	2,0%	2,1%	0,9%	-14,2%	5,0%
180 fabrication de papier, carton,	1,1%	5,1%	3,4%	-21,9%	5,2%
190 raffinage petrole, cokefaction,	-2,3%	19,9%	13,5%	-0,8%	0,2%
200 fabrication de produits chimiques	6,8%	6,5%	-4,9%	-24,6%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	8,8%	2,4%	7,1%	-2,8%	3,0%
220 fabrication de verre, poterie	19,3%	9,8%	-0,1%	0,4%	5,1%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	9,3%	-1,9%	-6,2%	-15,1%	2,3%
240 fabrication de machines	-17,4%	21,7%	16,8%	-20,3%	4,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils					
260 construction de matériels de transports	8,8%	-13,1%	-7,9%	23,0%	4,2%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	3,9%	3,7%	2,7%	-2,3%	4,5%
280 électricité, gaz et eau	7,5%	-2,7%	5,6%	3,4%	6,8%
290 construction	4,7%	7,3%	-1,2%	10,3%	8,0%
Secteur tertiaire	4,3%	3,4%	3,3%	6,4%	4,6%
300 commerce	2,1%	2,5%	3,6%	-0,5%	2,0%
330 340 transports, postes et télécommunications	7,1%	2,5%	5,2%	15,9%	6,3%
330 transports	5,9%	4,8%	2,6%	12,4%	7,0%
340 postes et télécommunications	7,6%	1,7%	6,1%	17,1%	6,0%
390 éducation et formation	1,8%	5,0%	2,4%	4,0%	3,7%
400 activités de santé et action sociale	3,3%	4,3%	2,0%	7,8%	3,0%
999 Autres services	5,0%	4,8%	1,7%	5,5%	5,9%
310 services de la réparation	0,7%	3,2%	3,8%	2,6%	3,0%
320 services d'hébergement et restauration	2,0%	2,7%	-5,5%	-5,3%	10,0%
350 services financiers	8,8%	16,6%	10,2%	11,9%	10,0%
360 activités immobilières	2,8%	3,5%	2,6%	4,5%	5,0%
370 activités des services aux entreprises	5,6%	4,5%	0,8%	5,9%	5,9%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,2%	1,5%	1,6%	2,4%	4,8%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	1,5%	15,4%	13,3%	8,7%	10,0%
380 Activités d'administration publique	2,4%	5,4%	3,4%	2,9%	3,0%
Taxes nettes sur biens et services	3,1%	5,9%	0,7%	0,1%	4,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	4,2%	1,7%	3,4%	3,5%	4,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	4,3%	1,1%	3,7%	3,9%	5,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	4,1%	4,3%	2,5%	3,7%	4,5%
Production de biens et services	4,2%	2,9%	2,8%	2,8%	5,2%
Importations de biens et services	-5,0%	9,1%	7,7%	7,8%	3,5%
Taxes nettes sur les produits	3,1%	5,9%	0,7%	0,1%	4,0%
TOTAL DES RESSOURCES	2,7%	4,0%	3,4%	3,5%	4,9%
Consommations intermédiaires	4,2%	4,9%	1,8%	1,5%	5,5%
Consommation finale	2,2%	1,8%	3,2%	3,2%	3,3%
publique	2,6%	5,4%	2,9%	2,9%	3,0%
privée	2,1%	1,2%	3,2%	3,2%	3,4%
Formation brute de capital fixe	1,5%	9,0%	1,6%	5,5%	6,0%
publique	4,0%	-8,5%	3,2%	5,7%	5,9%
privée	0,5%	15,9%	1,1%	5,5%	6,0%
Exportations de biens et services	5,7%	7,9%	-1,9%	-4,2%	5,0%
TOTAL DES EMPLOIS	2,7%	4,0%	3,4%	3,5%	4,9%

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
En milliards de francs CFA aux prix courants	2010	2011	2012	2013	2014
		proj	proj	proj	proj
Secteur primaire	978,9	864,6	995,2	1038,1	1135,8
010 020 agriculture	551,6	400,7	513,6	498,3	558,7
010 agriculture vivriere	389,4	312,3	401,3	386,4	425,6
020 agriculture industrielle ou d'exportation	162,2	88,4	112,3	111,9	133,1
030 elevage et chasse	266,9	288,1	291,6	335,1	355,5
040 sylviculture, exploitation forestiere,	58,8	61,1	64,3	66,9	69,6
050 pêche	101,6	114,6	125,7	137,9	152,0
Secteur secondaire	1309,5	1452,6	1516,7	1423,8	1525,5
060 activites extractives	117,8	141,9	193,5	146,9	164,7
080 fabrication de corps gras alimentaires	8,4	8,8	6,4	4,8	5,1
999 autres industries	765,0	846,1	858,9	803,5	843,3
070 Transformation et conservation de viande, poisson	138,1	154,0	164,4	184,5	191,9
090 travail de grains, fabrication de produits	30,3	38,4	36,8	33,0	35,5
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	35,6	38,9	42,1	31,6	33,5
110 fabrication de sucre, transformation	20,8	19,6	21,9	19,5	20,5
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	28,5	29,6	30,8	28,9	30,0
130 fabrication de boissons	25,8	26,6	25,5	27,2	28,0
140 fabrication de produits à base de tabac	12,0	13,0	11,7	14,1	14,6
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	68,5	68,4	67,8	61,6	63,5
160 fabrication du cuir; fabrication	8,6	10,3	10,9	11,4	11,9
170 travail du bois et fabrication d'articles	34,6	36,5	37,3	32,3	34,3
180 fabrication de papier, carton,	39,7	44,0	45,4	35,4	37,7
190 raffinage petrole, cokefaction,	17,0	26,5	31,7	30,2	30,6
200 fabrication de produits chimiques	82,8	99,6	95,2	64,3	69,5
210 fabrication de produits en caoutchouc	23,4	24,9	26,8	26,1	27,0
220 fabrication de verre, poterie	77,4	85,9	80,1	80,7	85,7
230 metallurgie, fonderie, fabrication	38,6	39,3	37,2	31,0	32,4
240 fabrication de machines	3,6	4,5	5,3	4,3	4,5
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de materiels de transports	5,3	4,8	4,5	5,6	5,9
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	74,5	81,2	83,4	81,7	86,2
280 electricite, gaz et eau	171,8	171,8	174,9	165,1	178,1
290 construction	246,4	284,1	283,0	303,5	334,3
Secteur tertiaire	2925,0	3140,6	3293,8	3462,2	3665,1
300 commerce	1003,2	1083,8	1147,2	1149,6	1190,1
330 340 transports, postes et telecommunications	666,2	701,2	749,0	834,4	900,6
330 transports	240,3	269,4	282,8	317,7	350,1
340 postes et telecommunications	425,9	431,8	466,2	516,7	550,4
390 education et formation	242,9	266,2	285,1	304,1	318,6
400 activites de sante et action sociale	81,6	88,0	93,8	104,4	108,6
999 Autres services	931,2	1001,4	1018,7	1069,8	1147,3
310 services de la reparation	55,1	59,9	62,3	64,4	67,0
320 services d'hebergement et restauration	46,6	49,8	47,2	47,6	52,9
350 services financiers	196,0	227,8	245,1	265,0	294,5
360 activites immobilieres	354,7	371,8	379,7	398,3	424,5
370 activites des services aux entreprises	299,6	327,1	331,5	353,5	379,9
410 activites à caractere collectif ou personnel	111,9	116,7	119,7	123,4	131,3
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-132,7	-151,7	-166,7	-182,5	-202,8
380 Activites d'administration publique	392,6	442,0	482,0	499,5	522,2
Taxes nettes sur biens et services	789,3	874,8	876,9	884,1	933,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6395,4	6774,6	7164,6	7307,7	7781,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	5606,0	5899,8	6287,7	6423,6	6848,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	5843,8	6373,9	6651,0	6809,4	7223,1
Production de biens et services	10893,5	11771,3	12367,2	12733,2	13687,5
Importations de biens et services	2577,8	3041,3	3389,9	3465,4	3581,2
Taxes nettes sur les produits	789,3	874,8	876,9	884,1	933,2
TOTAL DES RESSOURCES	14260,6	15687,3	16634,0	17082,7	18201,9
Consommations intermédiaires	5287,4	5871,4	6079,5	6309,6	6838,9
Consommation finale	5971,5	6283,7	6586,4	6858,6	7175,6
publique	947,4	1040,6	1091,4	1131,0	1194,1
privée	5024,0	5243,1	5495,0	5727,6	5981,5
Formation brute de capital fixe	1421,5	1658,3	1717,5	1831,0	1965,1
publique	420,6	411,9	439,8	469,5	504,7
privée	1000,8	1246,4	1277,7	1361,4	1460,5
Variation de stocks	-12,4	86,5	415,0	168,9	205,6
Exportations de biens et services	1592,6	1787,3	1835,6	1914,7	2016,7
TOTAL DES EMPLOIS	14260,6	15687,3	16634,0	17082,7	18201,9

DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 1999					
Variation en %	2010	2011	2012	2013	2014
		proj	proj	proj	proj
Secteur primaire	0,6%	3,6%	5,7%	1,0%	2,0%
010 020 agriculture	0,5%	0,6%	9,0%	-3,3%	1,7%
010 agriculture vivriere	1,2%	-1,8%	9,4%	-4,9%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	2,7%	-0,8%	7,7%	2,0%	2,0%
030 élevage et chasse	1,9%	4,2%	2,1%	5,5%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	-2,5%	-0,3%	0,1%	1,0%	1,0%
050 pêche	1,1%	12,4%	6,3%	8,7%	5,0%
Secteur secondaire	1,8%	4,9%	2,7%	-4,7%	1,8%
060 activités extractives	8,8%	10,5%	26,4%	0,8%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-1,9%	14,4%	-3,7%	1,4%	2,0%
999 autres industries	2,0%	3,5%	-0,1%	-2,4%	1,3%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	1,6%	-2,5%	5,0%	2,7%	1,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	-10,9%	13,5%	0,4%	0,0%	1,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	-4,6%	2,4%	-0,7%	-5,0%	1,0%
110 fabrication de sucre, transformation	-2,5%	3,1%	-1,6%	0,0%	1,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	-1,8%	4,4%	1,0%	1,0%	1,0%
130 fabrication de boissons	7,5%	2,7%	-0,6%	12,3%	1,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	4,0%	-2,1%	-7,2%	14,1%	1,0%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	1,6%	-3,9%	-4,2%	-10,9%	1,0%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,2%	3,5%	1,2%	-5,0%	1,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	-0,1%	3,6%	1,1%	1,0%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	2,4%	5,3%	-0,2%	-0,1%	1,0%
190 raffinage petrole, cokefaction,	12,9%	30,1%	5,7%	-4,0%	1,0%
200 fabrication de produits chimiques	15,4%	13,0%	0,5%	-10,5%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	-1,5%	3,8%	0,7%	0,1%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	-4,7%	1,1%	-6,7%	0,4%	1,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	-0,4%	3,7%	1,0%	-1,8%	2,0%
240 fabrication de machines	-2,8%	4,1%	0,4%	0,0%	2,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	-1,7%	3,8%	0,8%	2,0%	1,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	4,0%	5,1%	0,2%	0,2%	1,0%
280 électricité, gaz et eau	4,3%	2,7%	-3,6%	-8,7%	1,0%
290 construction	-3,6%	7,4%	0,8%	-2,8%	2,0%
Secteur tertiaire	0,9%	3,8%	1,5%	-1,2%	1,2%
300 commerce	3,0%	5,4%	2,2%	0,7%	1,5%
330 340 transports, postes et télécommunications	-3,1%	2,7%	1,6%	-3,9%	1,6%
330 transports	-0,4%	7,0%	2,3%	-0,1%	3,0%
340 postes et télécommunications	-4,3%	-0,4%	1,7%	-5,4%	0,5%
390 éducation et formation	7,1%	4,4%	4,6%	2,6%	1,0%
400 activités de santé et action sociale	0,2%	3,5%	4,4%	3,3%	1,0%
999 Autres services	0,6%	2,6%	0,0%	-0,5%	1,3%
310 services de la réparation	3,2%	5,2%	0,3%	0,7%	1,0%
320 services d'hébergement et restauration	-1,6%	4,0%	0,2%	6,7%	1,0%
350 services financiers	-1,5%	-0,3%	-2,4%	-3,3%	1,0%
360 activités immobilières	1,6%	1,2%	-0,5%	0,4%	1,5%
370 activités des services aux entreprises	0,3%	4,5%	0,5%	0,7%	1,5%
410 activités à caractère collectif ou personnel	0,3%	2,7%	1,0%	0,7%	1,5%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-1,8%	-1,0%	-3,0%	0,7%	1,0%
380 Activités d'administration publique	3,7%	6,8%	5,4%	0,7%	1,5%
Taxes nettes sur biens et services	6,4%	4,7%	-0,5%	0,7%	1,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,8%	4,2%	2,3%	-1,4%	1,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	2,0%	4,5%	1,8%	-1,3%	1,5%
Production de biens et services	2,3%	5,0%	2,2%	0,2%	2,1%
Importations de biens et services	9,0%	8,2%	3,5%	-5,2%	-0,2%
Taxes nettes sur les produits	6,4%	4,7%	-0,5%	0,7%	1,5%
TOTAL DES RESSOURCES	3,5%	5,8%	2,5%	-0,7%	1,6%
Consommations intermédiaires	3,5%	5,8%	1,7%	2,2%	2,7%
Consommation finale	2,2%	3,4%	1,6%	0,9%	1,2%
publique	7,3%	4,2%	1,9%	0,7%	2,5%
privée	1,3%	3,1%	1,5%	1,0%	1,0%
Formation brute de capital fixe	1,0%	7,0%	1,9%	1,0%	1,3%
publique	5,7%	7,0%	3,4%	1,0%	1,5%
privée	-0,8%	7,4%	1,4%	1,0%	1,2%
Exportations de biens et services	2,4%	4,0%	4,7%	8,9%	0,3%
TOTAL DES EMPLOIS	3,5%	5,8%	2,5%	-0,7%	1,6%

En % du PIB	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Secteur primaire	15,3%	12,8%	13,9%	14,2%	14,6%
010 020 agriculture	8,6%	5,9%	7,2%	6,8%	7,2%
010 agriculture vivriere	6,1%	4,6%	5,6%	5,3%	5,5%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	2,5%	1,3%	1,6%	1,5%	1,7%
030 élevage et chasse	4,2%	4,3%	4,1%	4,6%	4,6%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
050 pêche	1,6%	1,7%	1,8%	1,9%	2,0%
Secteur secondaire	20,5%	21,4%	21,2%	19,5%	19,6%
060 activités extractives	1,8%	2,1%	2,7%	2,0%	2,1%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,0%	12,5%	12,0%	11,0%	10,8%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,2%	2,3%	2,3%	2,5%	2,5%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,6%	0,4%	0,4%
110 fabrication de sucre, transformation	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 egrenage de coton et fabrication des textiles	1,1%	1,0%	0,9%	0,8%	0,8%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
200 fabrication de produits chimiques	1,3%	1,5%	1,3%	0,9%	0,9%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
220 fabrication de verre, poterie	1,2%	1,3%	1,1%	1,1%	1,1%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,4%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%
280 electricite, gaz et eau	2,7%	2,5%	2,4%	2,3%	2,3%
290 construction	3,9%	4,2%	3,9%	4,2%	4,3%
Secteur tertiaire	45,7%	46,4%	46,0%	47,4%	47,1%
300 commerce	15,7%	16,0%	16,0%	15,7%	15,3%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,4%	10,4%	10,5%	11,4%	11,6%
330 transports	3,8%	4,0%	3,9%	4,3%	4,5%
340 postes et telecommunications	6,7%	6,4%	6,5%	7,1%	7,1%
390 education et formation	3,8%	3,9%	4,0%	4,2%	4,1%
400 activités de sante et action sociale	1,3%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%
999 Autres services	14,6%	14,8%	14,2%	14,6%	14,7%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
350 services financiers	3,1%	3,4%	3,4%	3,6%	3,8%
360 activités immobilières	5,5%	5,5%	5,3%	5,5%	5,5%
370 activités des services aux entreprises	4,7%	4,8%	4,6%	4,8%	4,9%
410 activités à caractère collectif ou personnel	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-2,1%	-2,2%	-2,3%	-2,5%	-2,6%
380 Activités d'administration publique	6,1%	6,5%	6,7%	6,8%	6,7%
Taxes nettes sur biens et services	12,3%	12,9%	12,2%	12,1%	12,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	91,4%	94,1%	92,8%	93,2%	92,8%
Production de biens et services	170,3%	173,8%	172,6%	174,2%	175,9%
Importations de biens et services	40,3%	44,9%	47,3%	47,4%	46,0%
Taxes nettes sur les produits	12,3%	12,9%	12,2%	12,1%	12,0%
TOTAL DES RESSOURCES	223,0%	231,6%	232,2%	233,8%	233,9%
Consommations intermédiaires	82,7%	86,7%	84,9%	86,3%	87,9%
Consommation finale	93,4%	92,8%	91,9%	93,9%	92,2%
publique	14,8%	15,4%	15,2%	15,5%	15,3%
privée	78,6%	77,4%	76,7%	78,4%	76,9%
Formation brute de capital fixe	22,2%	24,5%	24,0%	25,1%	25,3%
publique	6,6%	6,1%	6,1%	6,4%	6,5%
privée	15,6%	18,4%	17,8%	18,6%	18,8%
Variation de stocks	-0,2%	1,3%	5,8%	2,3%	2,6%
Exportations de biens et services	24,9%	26,4%	25,6%	26,2%	25,9%
TOTAL DES EMPLOIS	223,0%	231,6%	232,2%	233,8%	233,9%

Tableau 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat

TOFE (Page 1)

(en milliards sauf indication contraire)

	2010	2011	2012	2013	2014 <i>proj. LFR</i>
1. Total recettes et dons	1398,3	1526	1670	1659,0	1805,3
1.1 Recettes budgétaires et FSE	1236,5	1376	1464	1471,4	1586,7
- Recettes budgétaires hors Fse	1236,5	1336	1423	1433,0	1548,3
Recettes fiscales	1194,7	1287	1352	1342,8	1459,4
Recettes non fiscales	41,7	50	71	90,2	88,9
- FSE		39	41	38,4	38,4
1.2 Dons	161,9	150	206	187,5	218,6
Budgétaires	21,5	38	52	19,8	37,9
En capital	140,4	113	154	167,7	180,7
2. Dépenses totales et prêts (net)	1728,8	1980	2090	2059,0	2201,7
2.1 Dépenses courantes	995,2	1233	1257	1262,8	1306,7
Traitements et salaires	392,3	428	462	464,7	485,5
Intérêts sur la dette publique	60,1	104	108	113,2	127,0
Extérieure	38,0	62,0	52,0	55,4	69,0
Intérieure	22,1	42	56	57,8	58,0
Autres dépenses courantes	542,8	702	688	684,9	694,2
Fournitures, entretien et autres	302,6	367	333	313,6	323,2
PPTe et IADM financé	12,3	11	12		
Transferts et subventions	240,2	335	355	336,2	336,0
Dépenses courantes FSE				35,0	35,0
2.2 Dépenses en capital	735,7	718	814	801,3	888,0
Financement intérieur et sur prêts non concess	436,5	475	492	477,3	530,0
Financement extérieur	299,1	244	322	324,0	358,0
2.3 Prêts nets	-2,1	28	19	-5,1	7,0
Prêts rétrocédés	1,3	36	37	10,4	10,0
<i>dont FSE</i>		34			
Remboursement des prêts rétrocédés	-3,4	-8	-18	-15,5	-3,0
2.4 Coûts temporaires des réformes structurelles	0,0	0			
Solde Global de l'Administration Centrale	-330,5	-455	-420	-400,0	-396,4
Balance primaire Adm. Centrale	-270,4	-351	-312	-287,2	-269,4
Solde de base (déf. UEMOA)	-195,3	-333	-284,5	-268,6	-250,0
5. Solde global dons compris (Adm. Cent. et entités non fin. du secteur public)	-333,7	-455	-420	-400,4	-396,4
Solde global dons non compris (-)	-495,5	-605	-626	-587,9	-615,0

TOFE (Page2)

(en milliards sauf indication contraire)

	2010	2011	2012	2013	2014 <i>proj. LFR</i>
6. Financement	333,7	455	420	400,4	396,4
7. Financement extérieur	180,0	422	470	151,0	408,1
Emissions Bons Trésor, obligations, Banques s/région (net)	7,7	184	211	-6,3	-31,0
Emprunts non concessionnels		224	0	0,0	300,0
8 Financement intérieur (I.+II.)	155,8	33	-50,8	250,7	-11,6
I. Financement Bancaire (A+B+C)	155,3	12	-195,3	162,7	89,9
A. BCEAO (1+2+3)	161,8		-158,9	31,2	-116,0
1. Concours	11,8		-19	-16,6	-26,0
2. Dépôts	150,1		-138	48,5	-90,0
3. Encaisse du Trésor	-0,1		-2	-0,7	0,0
B. Banques commerciales	-6,5		-38,4	130,8	205,9
1. Concours	12,2		-47,3	128,6	205,9
2. Dépôts et obligations cautionnées dont dépôts	-18,7		8,9	2,2	0,0
C. Institutions financières non-bancaires					
Dépôts aux Centres de Chèques Postaux	0,0		2,0	0,7	0,0
II. Financement non-bancaire	0,5	21,0	145	87,9	-101,6
Erreurs et omissions	-2,1	0	0	-1,3	0,0
9. Ecart de financement	0	0	0	0	0

SENEGAL : BALANCE DES PAIEMENTS 2011-2014				
En milliards de F.CFA	2011	FMI	FMI	FMI
		2012	2013	2014
			Provisoire	Proj,
BALANCE DES BIENS	-1 183,6	-1 469,0	-1 531,0	-1 595,0
EXPORTATIONS FOB	1 236,8	1 402,0	1 385,0	1 461,0
IMPORTATIONS FOB	2 420,4	2 871,0	2 916,0	3 056,0
SERVICES ET REVENUS NETS	-191,4	-202,0	-149,0	-148,0
TRANSFERTS COURANTS	834,0	897,0	920,0	966,0
PRIVES	771,7	822,0	897,0	925,0
PUBLICS	62,3	75,0	23,0	41,0
TRANSACTIONS COURANTES	-541,1	-775,0	-760,0	-777,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	482,2	724,0	739,0	814,0
COMPTE DE CAPITAL	119,4	198,0	183,0	186,0
TRANSFERTS DE CAPITAL	121,2	161,0	173,0	186,0
PRIVES	6,6	7,0	5,0	5,0
PUBLICS	114,6	154,0	168,0	181,0
Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	-1,8			
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	362,8	525,0	556,0	628,0
Investissements directs		141,0	127,0	135,0
Investissements de portefeuille (net)		-11,0	26,0	160,0
Autres investissements		395,0	402,0	333,0
Public		351,0	193,0	246,0
Privé		70,0	101,0	87,0
Erreurs et omissions nettes		-26,0	108,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-55,1	-51,0	-21,0	36,0
VARIATION DES A VOIRS EXTERIEURS				
NETS	55,1	51,0	21,0	-36,0
- BANQUE CENTRALE	6,2	-49,0	11,0	-36,0
- BANQUES DE DEPOTS	48,9	101,0	10,0	0,0
PIB (Pour Mémoire)	6 774,6	7 165,0	7 308,0	7 782,0
CC 5ème édition / PIB	-8,0	-10,8%	-10,4%	-10,0%
CCHD	-579,3	-852,6	-796,6	-832,7
CCHD / PIB	-8,6	-11,9%	-10,9%	-10,7%

SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES (En millions F.CFA)	DEC 2012	DEC 2013 Prov	2014 Proj
- AVOIRS EXTERIEURS NETS	879	858	895
. BCEAO	776	764	801
. BANQUES	104	94	94
- CREDIT INTERIEUR	2 239	2 565	2 809
. POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	95	151	212
. CREDITS A L'ECONOMIE	2 145	2 414	2 597
* CAMPAGNE	4	18	19
* ORDINAIRES	2 141	2 396	2 578
Dont douteux et litigieux	85	59	63
ACTIF = PASSIF	3 119	3 424	3 704
- MASSE MONETAIRE	2 895	3 127	3 406
. CIRCULATION FIDUCIAIRE	585	620	634
. DEPOTS EN C.C.P.	8	8	8
. DEPOTS EN BANQUES	2 302	2 499	2 764
- AUTRES ELEMENTS NETS	224	297	298